

MAÎTRE D'OUVRAGE

COMMUNE D'ETROCHEY



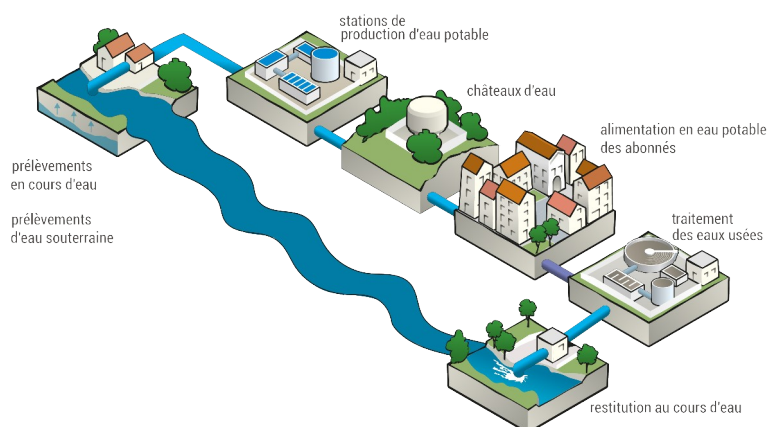
ASSISTANCE AU MAÎTRE D'OUVRAGE

INGÉNIERIE CÔTE-D'OR LE DÉPARTEMENT



MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

DIAGNOSTIC ET SCHÉMA DIRECTEUR DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

1 • Désignation des contractants	4
1.1 • Maître d'ouvrage	4
1.2 • Assistance au maître d'ouvrage	4
1.3 • Titulaire	4
2 • Objet du marché	4
3 • Pièces constitutives du marché	4
4 • Missions du titulaire	5
4.1 • Missions	5
4.2 • Sous-traitance	5
5 • Conditions d'exécution des missions du titulaire	5
5.1 • Forme des notifications et informations au titulaire	5
5.2 • Admission des documents	5
5.3 • Modification du marché	6
5.4 • Prestations supplémentaires ou modificatives	6
5.5 • Confidentialité	6
5.6 • Informations réciproques des contractants	6
5.7 • Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	7
5.8 • Protection de l'environnement	7
5.9 • Respect des clauses contractuelles	7
5.10 • Obligation du titulaire	7
5.11 • Transmission des documents	7
5.12 • Participation aux réunions	8
6 • Prix	8
6.1 • Forme des prix	8
6.2 • Contenu des prix	9
6.3 • Modalités d'évolutions des prix	9
7 • Règlement des comptes du marché	9
7.1 • Avance	9
7.1.1 • Conditions de garanties pour le versement de l'avance	9
7.1.2 • Modalités de règlement de l'avance	9
7.1.3 • Modalités de résorption de l'avance	9
7.2 • Acomptes et solde	10
7.2.1 • Modalités de règlement des acomptes et du solde	10
7.2.2 • Établissement des demandes de paiement	10
7.2.3 • Transmission des demandes de paiement	11
7.3 • Règlements en cas de groupements d'opérateurs économiques	11
7.4 • Délais de paiement	11
7.5 • Intérêts moratoires	12
7.6 • Retenue de garantie	12
8 • Pénalités	12
8.1 • Pénalités pour retard des livrables	12
8.2 • Pénalités pour retard ou absence à une réunion	12
8.3 • Pénalités pour travail dissimulé	13
9 • Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	13
10 • Arrêt de l'exécution de la prestation	13
11 • Achèvement de la mission	13

12 • Résiliation du marché	13
12.1 • Résiliation du marché pour faute du titulaire	13
12.2 • Résiliation pour motif d'intérêt général	13
12.3 • Remplacement d'un co-traitant en cas de résiliation	14
13 • Différends entre les parties et procédure contentieuse	14
14 • Assurances	14
15 • Utilisation des résultats	15
16 • Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	15
17 • Dérogations aux documents généraux	15

1 • Désignation des contractants

1.1 • Maître d'ouvrage



Commune d'Etrochey

Mairie
21 400 Etrochey
mairie.etrochey@wanadoo.fr
SIRET : 21 210 258 600 014

1.2 • Assistance au maître d'ouvrage



ICO Ingénierie Côte-d'Or

53 Bis Rue de la Préfecture
21 000 Dijon
mission.conseil@cotedor.fr
SIRET : 20 009 166 800 018

1.3 • Titulaire

Le marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) en application du Code de la commande publique, est conclu entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché désigné à l'article « Candidat » de l'Acte d'Engagement (AE) dénommé « titulaire » dans le présent CCAP.

2 • Objet du marché

La présente consultation concerne un marché de prestations intellectuelles relatif à l'élaboration d'un diagnostic et d'un schéma directeur du système d'assainissement collectif de la commune d'Etrochey.

3 • Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- 💧 L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
- 💧 Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
- 💧 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
- 💧 Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1° avril 2021)
- 💧 Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation
- 💧 Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre
- 💧 Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

L'AE, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

4 • Missions du titulaire

4.1 • Missions

Le marché prévoit de confier au titulaire des missions de prestations intellectuelles définies à l'article « Programme de l'étude » du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le titulaire doit, au titre de son obligation de conseil, attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur la nécessité de réaliser toute prestation complémentaire nécessaire à la cohérence de l'opération.

4.2 • Sous-traitance

Le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de ce marché dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage exige que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire.

Les tâches concernées sont les suivantes :

- 💧 Métrologie et investigations sur le terrain autre que :
 - 💧 Inspections télévisées et hydrocurage des réseaux
 - 💧 Analyses physico-chimiques
 - 💧 Levés topographiques
- 💧 Rédaction des rapports
- 💧 Participation et présentation des rapports en réunions de COmité de PIlotage (COPIL)

5 • Conditions d'exécution des missions du titulaire

5.1 • Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG-PI, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les prestations à prix unitaires seront commandées par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins. La forme et l'émission des bons de commande seront conformes à l'article 3.7 du CCAG-PI.

5.2 • Admission des documents

Suite aux opérations de vérifications des documents produits par le titulaire qui se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage ou son représentant prendra, dans les délais définis dans les articles « Délais d'exécutions des différentes prestations » et « Délais d'acceptations des documents d'études » de l'Acte d'Engagement (AE), l'une des décisions suivantes :

- 💧 Admission en l'état
- 💧 Admission avec observations
- 💧 Ajournement
- 💧 Réfaction
- 💧 Rejet

Ces décisions seront prises en respect des dispositions de l'article 29 du CCAG-PI.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai précité, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

La décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'une prestation vaut en tout état de cause admission tacite de la prestation précédente.

5.3 • Modification du marché

Le marché peut être amendé par décisions unilatérales du pouvoir adjudicateur ou par la conclusion de modifications du marché dans les cas décrits aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

5.4 • Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du maître d'ouvrage. Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Conformément à l'article « Forme des prix » du présent document, les prestations supplémentaires seront traitées par bons de commande sur la base des prix unitaires indiqués à l'acte d'engagement (AE), au fur et à mesure des besoins du marché.

Concernant les prestations modificatives demandées par le maître d'ouvrage au titulaire, puisque le présent marché ne prévoit pas de prix pour ces dernières, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG-PI.

5.5 • Confidentialité

Le titulaire du marché s'engage à respecter une clause de confidentialité et de discrétion pour tout ce qui concerne les informations et décisions portées à sa connaissance lors de l'exécution de sa mission.

Les documents sur support papier ou informatique prêtés au titulaire par le maître d'ouvrage dans le cadre de cette étude resteront sa propriété exclusive et devront en tout état de cause lui être restitués à la fin de l'étude sauf dérogation expresse du maître d'ouvrage.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché. Ces documents et les résultats de l'étude ne pourront être communiqués aux tiers ni utilisés pour d'autres études sans l'accord du maître d'ouvrage. Par ailleurs, le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser dans le cadre de la réalisation de cette étude, en indiquant leurs références.

Le titulaire du marché se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

5.6 • Informations réciproques des contractants

Le maître d'ouvrage communique au chargé d'études toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au chargé d'études pour l'exécution de son marché.

Le maître d'ouvrage facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

De la même manière, le chargé d'études communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

5.7 • Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-PI, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

5.8 • Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

5.9 • Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties.

Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

5.10 • Obligation du titulaire

Le titulaire informe, dans les meilleurs délais, le pouvoir adjudicateur de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale...) afin que le pouvoir adjudicateur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

5.11 • Transmission des documents

Chaque remise de rapport devra être faite en deux étapes :

- 💧 Le rapport provisoire au moins 15 jours avant la réunion de présentation
- 💧 Le rapport final intégrant les corrections à l'issue de la réunion de présentation

Pour chaque rapport final, le titulaire remettra les documents suivants aux formats :

- 💧 Papier :
 - 💧 Documents graphiques (plans, schémas...) en couleurs en 1 exemplaire
 - 💧 Rapport final en couleurs en 1 exemplaire relié
- 💧 Numérique : fourniture d'un support numérique (clé USB par exemple) comportant l'ensemble des fichiers informatiques de l'étude :
 - 💧 Rapports
 - 💧 Plans
 - 💧 Cartographies
 - 💧 Graphiques
 - 💧 Fichiers de données
 - 💧 Tableaux
 - 💧 Diaporamas...

Pour la transmission des documents, tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- 💧 Format bureautique libre de droits : odt, ods et odp
- 💧 Format des documents, présentations, diaporamas : pdf
- 💧 Formats des images : jpg ou png

- 💧 Format des plans : dwg
- 💧 Format pour les systèmes d'informations géographiques (SIG) : shp

Le titulaire est invité à :

- 💧 Ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe ».
- 💧 Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».
- 💧 Traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 15 jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au prestataire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Les logos de chacune des collectivités maître d'ouvrage et des financeurs doivent figurer sur les rapports d'étude.

5.12 • Participation aux réunions

Les études seront suivies par un COmité de PILotage (COPIL) constitué :

- 💧 D'élus représentants de la maîtrise d'ouvrage
- 💧 De représentants d'Ingénierie Côte-d'Or le Département (AMO)
- 💧 De l'Agence de l'Eau (AE)
- 💧 De l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Bourgogne Franche-Comté
- 💧 De la police de l'eau (DDT) de Côte-d'Or

Le chargé d'études participera et animera les réunions de ce COPIL.

Sauf indication contraire, ces réunions auront lieu dans les locaux du maître d'ouvrage.

Le nombre de réunions prévues avec le maître d'ouvrage est fixé à l'article « Réunions » de l'Acte d'Engagement (AE).

Les réunions de travail avec les différents interlocuteurs de l'étude seront implicitement incluses dans l'offre.

À l'issue de chaque réunion, un compte rendu devra être rédigé et adressé par le titulaire à l'ensemble des membres du COPIL et aux participants sous 10 jours.

Si besoin, le prestataire participera aux réunions complémentaires de travail ou de présentation qui s'avèreraient nécessaires, sans surcoût.

6 • Prix

6.1 • Forme des prix

La présente procédure donne lieu à un marché mixte comportant :

- 💧 Une partie à prix forfaitaire
- 💧 Une partie à prix unitaires correspondant à des prestations supplémentaires :

Ces prix unitaires seront utilisés selon les besoins rencontrés en cours d'exécution.

Ces prestations seront traitées par bons de commande sur la base des prix unitaires indiqués à l'acte d'engagement (AE)

6.2 • Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG-PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

6.3 • Modalités d'évolutions des prix

Les prix du marché sont fermes.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres indiquée à l'article « Date et heure limite de remise des offres » du Règlement de la Consultation (RC) ou de la date de remise de l'offre finale pour les procédures ayant fait l'objet d'une négociation.

7 • Règlement des comptes du marché

7.1 • Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'Acte d'Engagement (AE).

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-PI, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le montant de l'avance est calculé conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

7.1.1 • Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Lorsque le montant de l'avance est supérieur à 100 000 € TTC, il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

7.1.2 • Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

La remise de la garantie à première demande ou de la caution le cas échéant doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou du bon de commande ou de la tranche.

7.1.3 • Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 50 % du montant TTC du marché ou du bon de commande.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, co-traitant ou sous-traitant).

7.2 • Acomptes et solde

Les articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI sont applicables et sont complétés par les dispositions suivantes.

7.2.1 • Modalités de règlement des acomptes et du solde

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11.7 du CCAG-PI, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes, des règlements partiels définitifs et un solde.

Selon les dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI, le règlement des comptes s'effectue à chaque réalisation des prestations et décision d'admission distincte. Ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG-PI.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

7.2.2 • Établissement des demandes de paiement

7.2.2.1 • Demande de paiement d'acompte

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.2 du CCAG-PI, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG-PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- 💧 Les références du contrat
- 💧 Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA (HT) et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause
- 💧 La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaire
- 💧 Le détail des calculs, avec justificatifs à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix
- 💧 En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci
- 💧 En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC
- 💧 Les éventuelles indemnités, primes et retenues
- 💧 Les éventuelles pénalités pour retard
- 💧 Les éventuelles avances à rembourser
- 💧 Le montant de la TVA
- 💧 Le montant TTC

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.2.2.2 • Demande de règlement partiel définitif

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG-PI ainsi qu'aux dispositions ci-dessus, par le titulaire, dans un délai de 30 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- 💧 Une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte
- 💧 Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - 💧 Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations
 - 💧 Au solde du règlement partiel définitif

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.2.2.3 • Demande de règlement du solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG-PI, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- 💧 Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte
- 💧 Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - 💧 Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations
 - 💧 Au solde du contrat

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.2.3 • Transmission des demandes de paiement

Les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le « portail public de facturation » nommé « Chorus Pro » via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire veillera à indiquer notamment le code SIRET de la collectivité, le numéro d'engagement comptable et le code du service en charge du paiement.

7.3 • Règlements en cas de groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement et formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.

Que le groupement soit conjoint ou solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres suivant la répartition des paiements mentionnée à l'article « Règlements en cas de groupements d'opérateurs économiques » de l'Acte d'Engagement (AE).

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

7.4 • Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le paiement s'effectue par mandat administratif dans un délai maximum de 30 jours. Le dépassement de ce délai ouvre droit au versement d'intérêts moratoires.

Conformément à l'article R2192-12 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

7.5 • Intérêts moratoires

Conformément à l'article R2192-32 du Code de la commande publique, le défaut de paiement donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

7.6 • Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

8 • Pénalités

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

8.1 • Pénalités pour retard des livrables

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Les pénalités correspondent à une sanction appliquée même en l'absence de tout préjudice subi par le pouvoir adjudicateur. Leur montant est ferme, non révisable et non soumis à TVA.

Ces pénalités interviendront sur constatation contradictoire du retard dans le planning prévisionnel par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les modalités d'application des pénalités de retard des livrables sont les suivantes :

- 💧 50 € HT par jour calendaire de retard dans la remise de tous livrables prévus à l'article « Transmission des documents » du présent document
- 💧 50 € HT par jour calendaire de retard pour ne pas avoir diffusé les comptes-rendus des réunions dans les délais prévus à l'article « Participation aux réunions » du présent document

8.2 • Pénalités pour retard ou absence à une réunion

Les modalités d'application des pénalités de retard à une réunion sont les suivantes :

- 💧 100 € HT pour absence ou retard de plus d'une heure non justifiée à une réunion sur site
- 💧 100 € HT pour absence ou tout retard de plus de trente minutes non justifiées à une réunion organisée par visioconférence

8.3 • Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire du marché qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail encourt des pénalités égales à 10 % du montant du marché et qui ne peuvent excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du travail.

9 • Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par le maître d'ouvrage. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-PI seront applicables.

10 • Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, étant donné que :

- 💧 Les prestations demandées au titulaire sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement conformément au contenu des prestations indiqué à l'article « Programme de l'étude » du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- 💧 Et que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant dans l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes

Ainsi, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques sans indemnité.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

11 • Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de 2 mois à compter de la demande du titulaire.

L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

12 • Résiliation du marché

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI sont applicables au marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

12.1 • Résiliation du marché pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG-PI.

Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG-PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

12.2 • Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché (HT), diminué du montant hors TVA (HT) non révisé des prestations admises.

12.3 • Remplacement d'un co-traitant en cas de résiliation

En complément des stipulations du CCAG-PI, la présente clause est applicable en cas de résiliation de la part du marché conclue avec l'un des co-traitants.

Les co-traitants membres du groupement peuvent se répartir l'exécution de tout ou partie de la part résiliée du marché. Cette répartition s'opère conformément aux conditions du marché et, en cas d'acceptation du maître d'ouvrage, donne lieu à une modification du marché.

Les co-traitants peuvent également convenir de confier tout ou partie de l'exécution de la part résiliée du marché à un tiers qui se substitue alors au co-traitant initial. Cette substitution n'entraîne aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de titulaire (identité et représentants du co-contractant, coordonnées postales et bancaires). Le tiers substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du co-traitant initial résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable du maître d'ouvrage au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues. À cette fin, il produit :

- 💧 L'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures
- 💧 Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique

En cas d'acceptation du maître d'ouvrage, une modification du marché entérine la substitution de ce tiers ainsi que la part du marché résilié qui lui est dévolue.

13 • Différends entre les parties et procédure contentieuse

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG-PI.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

Tout litige devra faire l'objet d'une tentative de conciliation entre les parties avant d'être porté devant le tribunal.

À l'issue de la procédure décrite à l'article 43 du CCAG-PI, si le titulaire saisit le tribunal administratif compétent, il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois, à compter de la notification de la décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 43.5 du CCAG-PI ou de la décision implicite de rejet conformément à ce même article, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et tout recours contentieux est irrecevable.

14 • Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire devra justifier dans les 15 jours à compter de sa notification, et avant tout début d'exécution, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée des prestations et le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

15 • Utilisation des résultats

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, le titulaire accorde au maître d'ouvrage, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation du maître d'ouvrage comprennent le droit de :

- 💧 Publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent
- 💧 Évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats
- 💧 Pouvoir procéder aux opérations d'archivage public
- 💧 Permettre à tout service au sein de la même personne morale que le maître d'ouvrage de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- 💧 Assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels
- 💧 Transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences du maître d'ouvrage

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source.

16 • Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA (HT) et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro et demeure la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R2193-1 et R2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet « Diagnostic et schéma directeur du réseau d'assainissement collectif ».

Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

17 • Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- 💧 À l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article « Pièces constitutives du marché »
- 💧 Aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI par l'article « Pénalités pour retard des livrables »
- 💧 À l'article 22 du CCAG-PI par l'article « Arrêt de l'exécution de la prestation »

Les parties conviennent que dès lors qu'une dérogation au CCAG-PI est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCAP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG-PI auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.